

L'AMI DU PEUPLE,

ou

LE PUBLICISTE PARISIEN;

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Jeudi 10 Février 1791.

Funestes clauses du décret sur la haute cour nationale, calculées pour arracher juridiquement des mains de la justice tous les criminels de leze-nation, et assurer l'impunité à tous les conspirateurs. — Vraies dispositions de la troupe du centre.

Il est donc vrai que le comité de constitution, comme tous les autres comités de l'assemblée nationale, n'est composé que de traîtres vendus à la cour, de vils jongleurs toujours aux aguets pour saisir le moment opportun de faire décréter leurs funestes projets, tandis que l'assemblée elle-même n'est presque composée que d'ennemis ouverts ou cachés de la révolution.

Durant la séance du 8, Chapellier biribi a pris le tems de l'absence d'une partie des députés pa-

tristes pour remettre sur le tapis le projet proposé le 24 Octobre dernier, sur la formation d'une haute cour nationale, projet désastreux, dont on a conservé jusqu'aux mots, et qui néanmoins se trouve modifié, en ce que la cour de cassation d'où ses membres sont tirés n'est plus directement dans les mains du roi, quoiqu'elle y soit encore par une suite des préjugés, des mœurs, des sentimens et des intérêts des classes de citoyens auxquelles le législateur perfide a ménagé le droit de concourir à sa formation.

Des divers articles du décret, le plus destructeur de la liberté est celui qui laisse le lieu des séances de la haute cour au choix du corps législatif, et qui le fixe à 15 lieues au moins du siege des législatures.

Le fidele Roberspierre est le seul orateur patriote qui se soit élevé contre cette clause redoutable, comme il l'avoit fait lors de la premiere lecture du projet. » Il a fait sentir qu'elle tendoit à priver ce tribunal des lumieres de l'esprit public, qu'il ne peut trouver que dans la capitale. Comme les fonctions de la haute cour nationale sont de la plus haute importance : il ne paroïta devant ce tribunal que des grands criminels, qui auront toujours des grands moyens d'éluder la loi : les hommes ordinaires ne se trouveront jamais à la tête d'une conspiration. C'est donc contre la corruption qu'il faut s'armer. On ne peut obtenir ce but qu'en environnant ce tribunal de toute la force de l'opinion publique, qui seule peut former et entretenir son énergie, son courage et son incorruptibilité. Les intrigues et la séduction l'ébranleront souvent, si on ne lui donne toute la consistance, toute la fermeté qui lui convient. Et il a conclu en demandant que la haute cour nationale ne puisse tenir séances ailleurs, qu'où siègeront les législatures. »

C'étoit dire les choses avec trop de menagement, il falloit faire voir que le but du comité vénal et de l'assemblée traîtresse étoit de soustraire le tri-

bunal d'état à l'œil du public, en le fixant au moins à quinze lieues du siège du corps législatif; c'est-à-dire de la capitale, autrement quelle raison anroit-on eu de l'éloigner du législateur, sous l'inspection duquel ce tribunal devoit être continuellement? C'est ce que le traître Dandré n'a pu dissimuler tout en cherchant à donner l'échange aux patriotes par un vrai sophisme d'aristocrate fieffé.

» Il a distingué l'opinion publique et l'opinion du peuple, il a regardé l'opinion publique comme la sauve-garde de l'intégrité de tous les corps tant judiciaires qu'administratifs; et l'opinion du peuple comme la source de toutes les commotions qui compromettent sans cesse la liberté et la paix de l'empire, et qui sont toujours plus fortes en raison de la plus grande masse du peuple réunie dans un même lieu".

» Il a cru d'ailleurs qu'on ne pouvoit refuser à ces sortes de criminels les avantages accordés aux prévenus de délits ordinaires, qui ont droit de se faire juger dans un tribunal différent de celui de l'accusé ou du sien".

C'étoit là un double sophisme. D'abord s'il est vrai que le salut du peuple soit la loi suprême de l'état à laquelle tout doit céder; il est évident que les criminels de l'èze nation sont dans un cas particulier, et que les plus grandes précautions doivent être prises à leur égard pour qu'ils n'échappent pas au suplice. Ensuite c'est un absurde galimathias que cette distinction d'André sur l'opinion publique : car il n'y a point d'opinion publique que celle de la masse du peuple. Ainsi, dans l'affaire de Nanci, la vraie opinion publique est l'horreur du peuple pour le décret barbare qui a autorisé le massacre de la garnison et des citoyens; sentiment qui sera toujours celui de la nation, en dépit de toutes les clameurs des suppôts du roi, des satellites du général Parisien, des plumes vénales; au mépris des parades des pères conscrits; et en dépit des couronnes civiques et des pompes funèbres décernées

aux bourreaux de ces martyrs de la liberté ! Mais pour les valets de la cour et les traîtres à la nation qui pour le malheur de la France , siegent sans droit dans le sénat , le peuple n'est qu'une bête féroce , dont ils redoutent la fureur. Je l'ai dit mille fois les traîtres qui conspirent contre la patrie s'efforcent tous d'endormir le peuple , de le plonger dans une fatale sécurité ; ils ne craignent rien tant que de le voir ouvrir les yeux ; et ils font tous leurs efforts pour se garantir de sa juste vengeance : aussi sont-ils sans cesse à s'élever contre les mouvemens populaires , sans cesse à les reprimer : mouvemens indispensables néanmoins dans toute révolution pour achever d'écraser les ennemis de la chose publique. C'est à ceux des 12 et 14 juillet que nous devons la liberté : et cette liberté précieuse que seroit-elle devenue sans ceux des 5 et 6 octobre.

D'après cela on conçoit que les ennemis de la révolution dominant dans le sénat , l'opinion du traître d'André a dû l'emporter sur les réclamations du patriote Robespierre. Mais se peut-il que Barnave , les Lamech , Pethion , Ménou , Crancé , Duporr , Reubel , &c. , et tous les autres qui veulent passer pour nos fideles représentans , ayent gardé un stupide silence. Ah ! n'en doutez point , ils sont vendus , s'ils ne sont pas les plus lâches des hommes : ils croient la liberté perdue : ils ne veulent pas se faire anathème pour la patrie , et s'exposer aux vengeances secrètes de la cour. Mais ils se sont trompés dans leur calcul , la liberté ne sera point perdue , et leur lâche silence n'aura fait qu'afficher leur manque de vertu.

L'esprit public se forme , les François veulent être libres , ceux même qui se vendent aujourd'hui abandonneront (1) demain leurs corrupteurs ; or dès

(1) Prenez des deux mains , criaient-ils sans cesse aux espions : mais ne trahissez pas la patrie ! Le peuple a profité du conseil à l'égard des dons , ou plutôt des restitutions des deniers publics qui pas-

que l'opinion publique sera formée; le peuple ordonnera la réforme de tous ces décrets funestes qui font la honte du législateur, et qui feroient infailliblement la ruine de la nation.

A l'égard du décret sur la haute cour nationale, il est bon de rappeler ici ce que j'en ai dit quelque part (1) lorsqu'il fut proposé pour la première fois. » Quand le cabinet ministériel auroit lui-même donné le plan de la composition de ce tribunal, jamais, non jamais il n'auroit mieux réussi à le rendre un instrument servile aux ordres du monarque. Quel moyen plus sûr d'inviter tous les suppôts du despotisme à tramer éternellement contre la patrie, que de leur assurer de la sorte l'impunité. Si cet alarmant décret vient à passer, souvenez-vous de ma prédiction; bientôt la France entière sera en proie aux conjurés: dans chaque coin du royaume éclatteront à chaque instant de nouvelles conspirations, par-tout les prisons regorgeront de traîtres à la patrie, la haute cour nationale ne sera plus occupée qu'à les arracher au supplice; et la liberté publique périra infailliblement par les moyens mêmes que quelques praticiens soudoyés auront paru choisir pour la défendre. »

Tels seront les effets de la seule clause qui fixe le siège de cette cour au choix du corps législatif et à 15 lieues au moins de la capitale: clause en vertu de laquelle on peut le transporter dans les landes de Bordeaux ou sur le sommet des Pyrénées: clause en vertu de laquelle il sera toujours fixé dans quelque département infecté d'aristocratie, dans quelque ville de guerre bien garnie de troupes étrangères, de régimens suisses, de hussards allemands: clause

soient par les mains du Sr. Desclaibes, ci-devant Clermont-Tonnere. Je désirerois que le conseil fut adopté par tout soldat qu'on cherche à corrompre. C'est bien le moins qu'on puisse faire que de se moquer des traîtres à la patrie.

(1) Voyez le Numéro 266 de l'Ami du peuple.

au moyen de laquelle tous les conspirateurs dont le comité des recherches n'aura pu réussir à tronquer, falsifier, dénaturer les crimes, comme dans l'affaire de Nanci et de Hagueneau, seront renvoyés blancs comme neige ; car il ne faut jamais oublier que tant que les jadis noble, le jadis haut clergé, les gens du roi, les officiers des troupes de ligne, les pensionnaires et les créatures de la cour ne seront pas expulsés de l'assemblée nationale ; elle sera éternellement la pépinière des conspirateurs, et elle mettra tout ses soins à les arracher au supplice et à les couvrir de sa protection.

Si les sections de Paris étoient patriotes, et si elles avoient de l'ame, elles arrêteroient unanimement qu'elles ne permettront point que Bonne-Savardin et les contre-révolutionnaires de Lyon soient jugés ailleurs ; que dans la capitale, et sous les yeux du public, autrement ils échapperont à coup sûr, et leurs complices ou plutôt la cour recommencera éternellement ses noirs machinations. Si les sections négligent ce devoir sacré, je conseillerois à tous les habitans des fauxbourgs de s'assembler et de s'opposer au transport de ces criminels hors de leurs murs ; mais ils seront enlevés au sein de la nuit, et conduits au loin, crainte qu'il ne prenne envie aux Parisiens curieux de les suivre, pour voir ce qu'ils deviendront.

A l'Ami du peuple.

L'assemblée des vainqueurs de la bastille ayant cru devoir refuser à plusieurs de ses membres, (qui ont eu l'infamie de se vendre au général, en qualité d'espions et de coupe-jarêts) des bons pour avoir les armes accordées par la nation aux premiers défenseurs de la patrie ; croiriez-vous M. que Bailly, patron des mouchards, a eu l'indignité de signer l'ordre au Sr. Osselin chargé de cette distribution, de remettre un fusil à chacun de ces brigands ? croiriez-vous qu'il a eu la turpitude de délivrer à Du-

bois et à le Blanc, ses fidèles mouchards un ordre particulier de sa main. Les vainqueurs de la Bastille réclament hautement contre cette trahison : des infâmes qui exercent contre leurs concitoyens l'exécrable métier de l'espionnage et du brigandage, ne doivent point être armés par la patrie : car ils ne sont nullement dans le cas de jouir des avantages du décret du 15 juin dernier,

Dilapidation des biens nationaux.

Vous vous êtes souvent récrié, mon cher Marat, contre la dilapidation des biens de l'église, c'est-à-dire des pauvres qui deviennent la proie de la cour, des frères du roi, des ministres, des membres corrompus de l'assemblée nationale, du général, du maire, de l'état-major, des administrateurs municipaux et de leurs mouchards : aujourd'hui l'assemblée nationale arrache le pain de la main des indigens pour le donner à d'indignes valets des valets de la cour. Et ce qui confondra les amis de la liberté, mais ce qui ne vous surprendra point, c'est que cette dilapidation criminelle est sollicitée par un faux patriote, mais vrai courtisan. Qui ne cherche plus aujourd'hui que les occasions de se faire pardonner de ses maîtres, les grimaces qu'il a faites de sévir la patrie.

Sachez donc que l'assemblée nationale est au moment d'accorder une très-grosse somme au Sr. Lataille, propriétaire du jeu de paume de Versailles à titre d'indemnité de ce qu'il a souffert par la révolution. Sachez qu'il est question de décréter que ce jeu de paume sera un bâtiment national, et que la place d'inspecteur en sera donnée au Sr. Lataille. Jusques là vous ne voyez qu'une vaine entreprise faite par nos législateurs pour satisfaire leur vanité puérile ; et vous avez très-fort raison.

Mais il falloit entendre avant hier aux Jacobins C. Lameth affirmer que depuis que les représentans de la nation ont fait leur serment dans ce jeu de paume, le respect en a écarté les joueurs, et qu'à

ce titre *M. Lataille* doit avoir une grosse et très-grosse indemnité ; harangue qui décele au mieux la décele au mieux la platitude de son auteur. Il est de fait que ce jeu est tombé comme tous ceux de la capitale : par ce qu'il y a fort peu de joueurs et sur-tout parce que depuis le départ de d'Artois et de la cour, Versailles est désert.

Or, a regarder le métier de maître paumier comme un métier utile, s'il a souffert par la révolution, il est dans le cas d'une multitude d'autres infiniment plus utiles encore et que l'on ne songe gueres à indemniser.

Au demeurant le Sr. Lataille est moins dans le cas qu'aucun autre paumier, de devenir un objet de comiseration. Il ne faut pas oublier que le lendemain du serment, il refusa l'entrée de son jeu de paume aux représentans de la nation, sous prétexte qu'il étoit retenu pour une partie de Mgr. le Comte d'Artois. En conséquence de ce refus le corps législatif se vit errant, et réduit à chercher un refuge dans l'église St Louis. C'est sans doute par admiration pour ce grand acte de civisme, que Ch. Lameth sollicite si fort en faveur du bas valet Lataille; et c'est sans doute pour s'acquitter envers lui que le législateur va lui décerner la couronne civique avec des monceaux d'or.

C. Lameth prétend que c'est au civisme de Lataille que la nation doit la réunion de ses députés : mais il est notoire qu'il les a mis à la porte, ou si vous voulez qu'il a refusé de les recueillir pour consacrer aux plaisirs d'un libertin de la cour le local qui étoit devenu leur temple. Si l'assemblée nationale avoit le front de lui assigner une seule obole d'indemnité, elle soulèveroit contre elle l'indignation publique : mais elle connoit les tempérammens et les tours de passe.

MARAT, l'Ami du peuple.

De l'Imprimerie de MARAT.